Nations Unies E/2010/58

Conseil économique et social

Distr. générale
7 mai 2010
Français
Original : anglais

Session de fond 2010
New York, 28 juin-2 juillet 2010
Point 2 c) de l'ordre du jour provisoire*
Segment de haut niveau : examen ministériel annuel

Lettre du 4 mai 2010 du Représentant permanent des États-Unis d'Amérique au Président du Conseil économique et social des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le rapport national des États-Unis d'Amérique, intitulé « Mise en œuvre des objectifs et engagements internationalement convenus concernant l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes » pour l'examen ministériel annuel qui aura lieu pendant le segment de haut niveau de la session de fond 2010 du Conseil économique et social.

Je vous saurais gré de bien vouloir distribuer la présente lettre et ses annexes comme document du Conseil, au titre du point 2 c) de l'ordre du jour provisoire.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) Susan E. **Rice**

* E/2010/1.

10-35418 (F)

Merci de recycler

**Annexe à la lettre du 4 mai 2010
du Représentant permanent des États Unis d'Amérique
au Président de l'ECOSOC**

Rapport national volontaire des États-Unis d'Amérique : mise en œuvre des objectifs et engagements internationalement convenus concernant l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes :

> Le développement n'excluant aucun des deux sexes est la voie à suivre – pour les pays donateurs, les pays en développement, les organisations non gouvernementales et le secteur privé.

Table des matières

		Page
	Résumé	3
A.	Introduction : intégration de l'égalité entre les sexes dans le développement et la diplomatie	4
B.	Contribution des États-Unis d'Amérique à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement dans les pays en développement	5
C.	Égalité entre les sexes dans le développement et la diplomatie	9
D.	Bonnes pratiques, recommandations concernant les politiques et défis	22
E.	Conclusions et perspectives d'avenir	23

Résumé

Les États-Unis d'Amérique se sont engagés à réaliser l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et des filles par leurs activités dans les secteurs de l'humanitaire, du développement et de la diplomatie et ils ont une longue expérience dans ce domaine. Les politiques et programmes du Gouvernement américain favorisent la promotion des femmes et des filles dans les pays en développement et les pays à économie en transition, non seulement parce qu'il s'agit d'une nécessité morale mais également parce que la promotion des droits des femmes et leur émancipation sont des éléments importants pour assurer effectivement le développement au niveau mondial. Le Gouvernement américain reconnaît également que l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes sont indispensables à la réalisation de tous les Objectifs du Millénaire pour le développement. En conséquence, il intègre les préoccupations concernant l'égalité entre les sexes dans la croissance économique, l'agriculture, la démocratie et la gouvernance, l'éducation, la santé en général et les programmes d'aide humanitaire. De plus, le Gouvernement américain met en œuvre des programmes relatifs à la violence de caractère sexuel, aux droits juridiques des femmes, à l'exploitation des enfants par le travail et à la lutte contre la traite des êtres humains. Le Gouvernement américain s'efforce d'engager les hommes et les garçons à être des actifs du changement afin de réduire les inégalités entre les sexes et de changer les attitudes et les comportements.

L'Administration Obama est tout à fait déterminée à placer encore plus haut dans ses priorités la question de l'égalité entre les sexes et de l'émancipation des femmes et la différence entre les sexes se retrouve dans les nouvelles initiatives présidentielles sur la sécurité alimentaire et la santé globale, examinées dans la suite du présent rapport. Elle a créé un Conseil de la Maison Blanche pour les femmes et les filles, nommé un Conseiller sur la violence à l'égard des femmes et un Ambassadeur itinérant au Département d'État pour les questions concernant les femmes au niveau mondial.

L'Agence américaine pour le développement international (USAID), principale institution du Gouvernement américain pour le développement international et la Millennium Challenge Corporation (MCC), organisme novateur créé récemment pour l'aide américaine à l'étranger, sont les deux entités gouvernementales qui se consacrent exclusivement à fournir une aide à des pays en développement. Les ministères de l'agriculture, de la défense, de l'éducation, de la santé et des services sociaux, de la justice, du travail, le Département d'État et du Trésor, l'Office du Représentant américain du commerce, la Overseas Private Investment Corporation, le Peace Corps et l'Agence américaine pour le commerce et le développement sont d'autres agences américaines ayant des activités internationales.

A. Introduction : intégration de l'égalité entre les sexes dans le développement et la diplomatie

1. L'égalité entre les sexes est au centre des travaux actuels des États-Unis pour faire du développement un des principaux piliers de la politique étrangère du Gouvernement américain. La Secrétaire d'État Hillary Clinton a réaffirmé ce principe, le 12 mars 2010, lors de la session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies en faisant remarquer que, dans le monde en général, ce sont les femmes qui produisent et préparent la nourriture, vont chercher de l'eau, ramassent du bois de feu, font la lessive et, de plus en plus, travaillent dans des usines, tiennent des magasins, lancent des entreprises et créent des emplois. « De plus, les femmes représentent des forces puissantes pour la croissance économique et le progrès social de tout pays aussi nos stratégies de développement doivent-elles mettre en évidence leurs rôles et les avantages qu'elles apportent ».

2. Les dollars du développement consacrés aux femmes et aux filles sont de l'argent bien dépensé. Il ressort d'études empiriques que les femmes « payent d'avance » leur formation en dispensant un enseignement à d'autres; elles agissent comme multiplicateurs en réinvestissant dans leurs communautés. Les femmes réinvestissent en moyenne 90 % de leurs revenus dans leurs familles, par rapport à 30 ou 40 % pour les hommes[1].

3. Une méthode de développement n'excluant aucun des deux sexes reconnaît que les problèmes des femmes concernent tout un chacun. La condition des femmes dans leurs sociétés est directement liée au niveau de développement et de sécurité de la nation. Il est généralement admis qu'aucun pays ne peut aller de l'avant si la moitié de sa population est laissée en arrière et que, dans tous les pays du monde, le fait de prendre en considération les besoins des femmes et des filles a des répercussions positives sur la vie de tous, hommes et femmes, garçons et filles. Pour le Gouvernement américain, *le développement n'excluant aucun des deux sexes est la voie à suivre – pour les pays donateurs, les pays en développement, les organisations non gouvernementales et le secteur privé.*

4. En même temps, les États-Unis reconnaissent que la voie vers l'autonomisation des femmes et des filles exige également d'aller au-delà de projets axés uniquement sur elles en veillant à ce que les analyses de la distinction homme-femme éclairent les consultations, la conception, la mise en œuvre et le suivi de tous les investissements dans le développement. Il est important d'étendre notre centre d'intérêt au-delà des secteurs traditionnels (éducation et santé) dans lesquels des progrès considérables ont déjà été accomplis en ce qui concerne les femmes et les filles, et au-delà des problèmes traditionnels (violence de caractère sexuel et traite des êtres humains) qui sont souvent les symptômes plus que les causes d'inégalités fondamentales. Pour ce faire, nous devons également nous attaquer aux limites juridiques, politiques et culturelles qui créent des obstacles à la pleine participation des femmes et veiller à ce que tous les secteurs ayant une incidence sur le développement économique (infrastructures, transports, chaînes de valeur agricoles) intègrent pleinement leurs besoins pratiques et leurs intérêts stratégiques.

---

[1] Phil Borges, *Women Empowered: Inspiring Change in the Emerging World, New York, Rizzoli International Publications* (2007), p. 13.

5. Nous reconnaissons aussi que les hommes et les garçons peuvent subir les influences négatives des normes et attentes culturelles concernant la distinction homme-femme et qu'une méthode n'excluant aucun des deux sexes est la plus durable.

B. Contribution des États-Unis à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les objectifs du Millénaire pour le développement dans la politique de développement des États-Unis d'Amérique

6. Les États-Unis sont très favorables à des partenariats avec les pays en développement, d'autres donateurs, des organisations internationales et le secteur privé pour tenter de réaliser tous les objectifs du Millénaire pour le développement, notamment l'égalité entre les sexes. En janvier 2009, la Secrétaire d'État Hillary Clinton a déclaré que les objectifs de politique étrangère de l'Administration Obama en Afrique étaient enracinés dans la sécurité, les intérêts politiques, économiques et humanitaires, et comprenaient notamment un travail incessant pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement dans les domaines de la santé, de l'éducation et des opportunités économiques. Le Président Barack Obama a repris cette question dans son allocution à l'Assemblée générale, en septembre 2009, et déclaré que les États-Unis « avaient pleinement souscrit aux Objectifs du Millénaire pour le développement ». Les programmes américains à l'étranger dans les domaines de la croissance économique, du renforcement des capacités commerciales, de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, de l'éducation, de la santé, du climat, de l'environnement et de l'égalité entre les sexes – de même que les efforts déployés en matière de secours et d'aide d'urgence dans les pays touchés par des conflits et des catastrophes comme Haïti – contribuent directement et indirectement à tous les OMD. Les efforts du Gouvernement américain pour promouvoir la démocratie et la bonne gouvernance (notamment la gouvernance économique), protéger les droits des travailleurs, éliminer l'exploitation et le travail forcé des enfants et la traite des êtres humains aident à créer les conditions nécessaires à la réalisation de ces objectifs.

7. Les États-Unis estiment que les objectifs du Millénaire pour le développement ont joué un rôle de catalyseur en donnant des orientations aux donateurs et aux partenaires et en les unissant pour atteindre les objectifs critiques de réduction de la pauvreté et de la faim, d'amélioration des résultats dans les secteurs de la santé et de l'éducation, de lutte contre les principales maladies et de promotion du développement durable. Les États-Unis se félicitent des progrès accomplis par les pays en développement et ils cherchent des méthodes novatrices pour promouvoir et soutenir les efforts de développement. L'aide américaine met l'accent sur le fait que les objectifs du Millénaire pour le développement doivent donner des avantages durables en promouvant la croissance économique globale, la création d'emplois, le renforcement des capacités et le développement des institutions dans les pays en développement dans lesquels interviennent les agences du Gouvernement américain. Les États-Unis s'efforcent également de faire progresser la réalisation des OMD grâce à l'innovation – par exemple pour le développement et l'application de technologies nouvelles et existantes répondant aux besoins du développement humain. Une de leurs priorités principale est la collaboration avec les gouvernements et partenaires des pays hôtes afin de mettre en place des stratégies

susceptibles d'émanciper réellement les femmes et d'assurer à la croissance économique une large base associant politiques commerciales et d'investissement et dépenses de développement.

8. L'aide au développement ne saurait atteindre ses objectifs sans un engagement fort de la part des gouvernements des pays hôtes et sans un environnement propice à la croissance économique et à la prospérité. L'aide publique au développement (APD) fournie par le Gouvernement américain sert de plus en plus à soutenir les plans nationaux de développement et de renforcement des capacités pour assurer la viabilité des objectifs de développement. Avec un total de 28,7 milliards de dollars pour l'année 2009 – soit 1,8 milliard de dollars ou 7 % d'augmentation par rapport à l'année précédente, le montant de l'APD fournie par les États-Unis était au niveau le plus élevé jamais atteint par un pays dans l'histoire. Les États-Unis continuent à rechercher les moyens de rendre l'aide au développement plus efficace et les avantages du développement plus durables. Ils sont déterminés à aller de l'avant dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement dans un esprit de responsabilité et de responsabilisation mutuelles.

Intégration de la distinction homme-femme dans les nouvelles Initiatives présidentielles

9. Le Gouvernement américain est convaincu que, pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement, une approche holistique n'excluant aucun des deux sexes et mettant les femmes au premier plan et au centre du développement[2] s'impose. Le mieux que nous puissions faire pour atteindre l'objectif de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes (souvent appelé objectif 3 du Millénaire pour le développement), c'est inclure les femmes dans tous les aspects de nos projets de développement et de veiller à ce que les différences et les inégalités entre les sexes qui entravent la participation des femmes et des filles soient largement prises en compte dans les activités de développement et qu'elles en bénéficient. Le Gouvernement américain est conscient que, pour déterminer s'il aborde comme il convient les questions relatives à la santé, aux possibilités économiques, à l'accès à l'éducation et à la sécurité alimentaire des femmes, y compris l'accès aux avantages d'un développement important des infrastructures, il est nécessaire de décomposer les données de performance tirées des programmes d'aide étrangère pour les analyser afin de garantir que les projets répondent aux besoins et aux intérêts tant des femmes que des hommes. Outre le fait qu'elles sont les bénéficiaires du développement et de la diplomatie, il ne faut pas oublier que les femmes sont des agents actifs du changement. Elles doivent participer à la prise de décision pendant tout le processus de planification et de mise en œuvre du développement. Les programmes valables pour les deux sexes intègrent partout les analyses de la distinction homme-femme, depuis les politiques jusqu'à la mise en œuvre et l'évaluation afin de garantir que les femmes sont au centre du processus de développement. Dans les pays qui sont leurs partenaires, les États-Unis préparent de bien des façons, notamment en finançant des bourses et des formations, un plus grand nombre de femmes à jouer et assumer des rôles de dirigeantes dans les initiatives de développement aux niveaux local, régional et national.

[2] « Le développement au 21e siècle », remarques de Hillary Rodham Clinton, Secrétaire d'État, le 6 janvier 2010, au Centre pour le développement mondial, Washington D.C.

10. Les nouvelles Initiatives présidentielles ayant pour thème intersectoriel l'intégration de la distinction homme-femme portent sur deux domaines prioritaires fondamentaux pour les États Unis : la sécurité alimentaire et la santé. En avril 2009, le Président Obama a souligné l'engagement de son pays à aider les plus pauvres du monde en promettant de doubler le financement du développement agricole en le portant à plus d'un milliard de dollars (montant qui, depuis, est passé à 3,5 milliards). Par la suite, les États-Unis ont proposé l'Initiative mondiale contre la faim et pour la sécurité alimentaire. En mai 2009, le Président a également annoncé l'Initiative santé globale d'un montant de 63 milliards de dollars pour une durée de six ans. Ces initiatives dans les secteurs essentiels des objectifs du Millénaire pour le développement, décrites de façon plus détaillée ci-après, témoignent de l'engagement indéfectible des États-Unis en faveur d'un développement n'excluant aucun des deux sexes pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement.

11. L'Initiative santé globale du Président Obama promeut un nouveau modèle commercial pour obtenir des améliorations importantes dans le domaine de la santé et créer, sous la direction du pays, une tribune efficace et efficiente pour des programmes de soins de santé essentiels et de santé publique. Cette Initiative permettra d'améliorer la santé des femmes et des filles en apportant un appui plus important aux programmes de santé global axés sur la santé des femmes et des enfants. Il s'agit notamment d'un appui aux soins anténataux, à la vaccination, à la nutrition, à l'eau et à l'assainissement, à la lutte contre les maladies infectieuses et au planning familial. Les programmes de santé maternelle contribueront à sauver la vie de centaines de milliers de femmes en réduisant la mortalité maternelle dans les pays bénéficiant d'une aide. En répondant à un besoin non satisfait dans le domaine de la contraception, les programmes de planning familial et de santé génésique éviteront 54 millions de grossesses non souhaitées, chercheront à parvenir à un taux de prévalence des méthodes modernes de contraception de 35 %, ce qui correspond à une augmentation moyenne de 2 % par an, et réduiront de 20 % le nombre de premières naissances chez les femmes de moins de 18 ans.

12. Le Gouvernement américain considère que, dans le cadre de l'Initiative santé globale, y compris le Plan d'urgence du Président pour la lutte contre le VIH/SIDA (PEPFAR), il est indispensable que toutes les interventions sanitaires soient conçues de manière à ce que les services destinés aux femmes correspondent à leurs besoins de soins de santé primaires. Les questions relatives à la distinction homme-femme sont intégrées dans tous les aspects des programmes de prévention, de soins et de traitement du Plan d'urgence PEPFAR, en particulier dans cinq domaines : plus grande équité entre les sexes dans les activités et les services relatifs au VIH/SIDA, étude des normes et comportements masculins susceptible d'aggraver l'épidémie, réduction de la violence et de la coercition à l'égard les femmes, amélioration de l'accès des femmes à des revenus et des ressources productives et renforcement des droits juridiques et de la protection des femmes. Selon l'Organisation mondiale de la santé, le SIDA est la cause principale de décès parmi les femmes de 15 à 44 ans dans le monde entier et près de 60 % des personnes vivant avec le VIH en Afrique sub-saharienne sont des femmes.

13. L'Initiative santé globale soutiendra des changements systémiques à long terme pour éliminer les obstacles et améliorer l'accès à des services de santé de qualité, notamment en améliorant le suivi et l'évaluation de la santé des femmes, des adolescentes et des jeunes filles, en apportant un appui à des services de santé

intégrés, le cas échéant, en encourageant les hommes et les garçons à être proactifs en ce qui concerne l'équité entre les sexes, en améliorant la formation des personnels de santé par rapport à la distinction homme-femme et en engageant la société civile des pays partenaires à prendre en compte l'égalité entre les sexes dans les soins de santé[3]. L'Initiative soutiendra également des changements systémiques à long terme en vue d'éliminer les obstacles économiques, culturels, sociaux et juridiques à l'accès aux soins et d'accroître les possibilités de participation attendue des femmes au processus décisionnel et au contrôle de la qualité dans le secteur de la santé.

14. La nouvelle initiative présidentielle sur la faim dans le monde et la sécurité alimentaire, appelée « Feed the Future » (FTF) (nutrition pour l'avenir), inclut l'émancipation économique des femmes[4]. Elle reconnait que la réduction de l'inégalité entre les sexes contribue considérablement à l'éradication de la faim dans le monde et le rôle fondamental que jouent les femmes pour assurer la sécurité alimentaire. Le Gouvernement américain s'est engagé à accorder une attention particulière aux limites et possibilités résultant de la distinction homme-femme dans tous les investissements et tous les partenariats de cette initiative, notamment ceux conclus avec des pays partenaires pour renforcer leurs capacités de solution des problèmes concernant l'accès des femmes aux biens agricoles, le contrôle qu'elles peuvent exercer sur ces biens et la question de savoir comment ceci se répercute sur la chaîne de valeur dans l'agriculture, notamment la recherche agricole, l'égalité d'accès des producteurs aux intrants et à la technologie, la réalisation de programmes de vulgarisation adaptés selon le sexe, l'amélioration de l'accès à la terre et autres biens naturels de production, la diminution des obstacles aux services financiers liés à la différence entre les sexes et l'amélioration des connaissances pour permettre aux hommes et aux femmes de participer au système agricole et d'en tirer des revenus appropriés. Pour que les femmes et les hommes aient les mêmes possibilités d'accès, il est souvent important qu'ils aient la capacité d'analyser et comprendre le système juridique, notamment les lois, les règlements et la manière dont ils sont appliqués et respectés, en particulier pour ce qui est des droits fonciers.

15. Afin que les femmes puissent contribuer davantage à l'amélioration de la sécurité alimentaire, l'Initiative FTF s'efforcera : a) de veiller à ce que les femmes productrices aient les mêmes possibilités d'accès que les hommes aux biens, aux intrants et à la technologie; b) de mettre au point des interventions et des pratiques agricoles destinées à la fois aux hommes et aux femmes; c) d'accorder la priorité aux technologies permettant d'économiser de la main-d'œuvre dans l'intérêt des femmes et des filles au foyer et permettent aux filles d'aller à l'école et de rester dans le secteur agricole en tant que productrices, transformatrices et vendeuses de produits agricoles sur les marchés; d) d'étendre l'engagement et la participation des femmes dans le processus décisionnel, à tous les niveaux et dans toutes les institutions, de façon à ce qu'elles puissent aider à formuler les politiques, décider des investissements, concevoir et mettre en œuvre des programmes; e) d'améliorer l'accès des femmes dans l'agriculture et le secteur agro-industriel aux services financiers; f) d'aider les femmes à dépasser le stade de la production en leur donnant la possibilité de s'engager dans des activités de production de la chaîne de valeur orientées vers l'investissement et la transformation.

---

[3] Mise en œuvre de l'Initiative santé globale : document de référence p. 6.

[4] Initiative sur la faim dans le monde et la sécurité alimentaire : document de référence.

Sécurité alimentaire. Le Programme des États-Unis pour la sécurité alimentaire dans le monde est un engagement de 3,5 milliards de dollars destiné à renforcer l'approvisionnement alimentaire du monde, de façon à ce que les cultivateurs puissent gagner suffisamment pour soutenir leurs familles et que les produits alimentaires soient plus largement disponibles. Les femmes font évidemment partie intégrante de cette mission. Une bonne partie des produits alimentaires du monde sont cultivés, récoltés, stockés et préparés par les femmes, bien souvent dans des conditions extrêmement difficiles. Le fait de donner à ces femmes les outils et la formation nécessaires pour cultiver davantage de produits et la possibilité de les transporter sur un marché où elles pourront les vendre contribuera à transformer leur vie et à développer les économies de nombreux pays[a]

[a] Déclaration de Hillary Rodham Clinton, Secrétaire d'État, à la Commission de la condition de la femme, le 12 mars 2010.

C. Égalité entre les sexes dans le développement et la diplomatie

16. Pour progresser dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement sur l'égalité entre les sexes, il sera nécessaire de prendre plus rapidement des mesures. Les experts (y compris le rapport du Secrétaire général des Nations Unies) ont conclu que ces efforts doivent englober simultanément les concepts et secteurs suivants : violence de caractère sexuel, émancipation économique et juridique, santé et éducation. Les efforts déployés par le Gouvernement américain dans ces secteurs sont examinés ci-après.

Violence de caractère sexuel

17. La violence de caractère sexuel est une pandémie mondiale qui ne tient pas compte de l'ethnicité, de la race, de la classe, de la religion, du niveau d'éducation et des frontières internationales. Elle touche les filles et les femmes à n'importe quel moment de leur vie, et va de l'avortement sélectif et l'infanticide à l'abandon des veuves ostracisées, en passant par l'insuffisance des soins de santé et de la nutrition, la mutilation génitale des filles, le mariage d'enfants, le viol comme arme de guerre, la traite d'êtres humains aux fins de l'exploitation commerciale du sexe et de l'exploitation du travail, la violence domestique, les meurtres dits « d'honneur », ceux liés à la dot.

18. Une femme sur trois dans le monde fera, dans sa vie, l'expérience de la violence de caractère sexuel et, dans certains pays, ceci est vrai pour 70 % des femmes. En 2006, selon un rapport des Nations Unies, au moins 102 des 192 États membres n'avaient pas de lois spécifiques concernant la violence domestique et, trop souvent, ceux qui en ont ne les appliquent pas complètement ou ne les respectent pas. Le Gouvernement américain reconnaît qu'il y a des millions de filles – jusqu'à 100 millions selon certaines estimations – qui ne sont pas prises en compte dans la population mondiale en raison des avortements sélectifs, des infanticides ou

parce qu'elles se voient refuser l'alimentation et les soins de santé dont elles ont besoin pour survivre au-delà de l'âge de 5 ans. Dans le monde entier, les femmes et les filles sont touchées de façon disproportionnée par le VIH/SIDA, le viol et la crainte d'actes de violence dans les relations accroissant le taux d'infection déjà en hausse.

19. Le Gouvernement américain s'est engagé à lutter contre le fléau de la violence à l'égard des femmes sous toutes ses formes et il collabore avec des partenaires pour lutter contre la violence de caractère sexuel en créant des opportunités économiques pour les femmes, en faisant progresser leurs possibilités d'éducation et en sensibilisant davantage le public, hommes et femmes, aux obstacles qui se dressent encore sur la voie du progrès. Le Gouvernement américain appuie les efforts déployés pour accroître les mesures de protection juridique et judiciaire et la capacité du secteur de la santé à réagir à la violence de caractère sexuel. Dans des situations de conflit et de déplacement, il soutient l'aide humanitaire ayant pour objectif de prévenir la violence de caractère sexuel pendant et après les conflits et les crises, et d'y répondre. Le Gouvernement américain renforce également la lutte visant à juguler la traite des êtres humains et il publie un rapport annuel sur ce sujet et sur ce que font les pays pour y remédier en vue de sensibiliser davantage le public à ces questions et obtenir le soutien nécessaire pour lutter contre ce fléau qui touche principalement les femmes et les filles. Les femmes doivent être des agents actifs du changement contre la violence de caractère sexuel et elles devraient siéger à la table de négociation en tant que gardiennes et négociatrices de la paix, notamment lorsqu'il s'agit de trouver des solutions aux conflits et d'activités de reconstruction.

Étude de cas : L'Initiative politique en matière de santé financée par l'USAID a fourni une assistance technique au projet Avances de Paz (Avances de la paix) dans les municipalités de Quillacas, Machareti, Oruro et El Alto en Bolivie. Ce projet a mis sur pied un mouvement communautaire autonome ascendant pour intégrer le planning familial et les politiques en matière de santé génésique au niveau local et prévenir les actes de violence liés au sexe. Les autorités locales des quatre municipalités ont conçu et financé des programmes en vue d'organiser ou renforcer les réseaux contre la violence de caractère sexuel, d'améliorer les services juridiques et sanitaires mis à la disposition des personnes touchées par ces problèmes et de mener des activités additionnelles de sensibilisation sur les autres formes de discrimination et d'oppression liées à la distinction homme-femme. Environ 1 000 personnes, dont 40 % étaient des jeunes, ont participé à ce processus. Grâce aux efforts et au soutien des dirigeants des municipalités concernées par ce projet, celui-ci a également réussi à faire adopter ce processus par d'autres municipalités qui l'ont mis en œuvre.

Étude de cas : L'Initiative de l'USAID sur les droits juridiques des femmes (2002-2008) a collaboré étroitement avec des entités gouvernementales, des organisations de la société civile et des ONG pour faire progresser les droits juridiques, civils, fonciers et humains des femmes en améliorant la législation visant à protéger ces droits, en renforçant les capacités du secteur judiciaire pour interpréter et faire respecter les droits juridiques des femmes, en renforçant les capacités de plaidoyer des organisations de la société civile en faveur de la protection juridique des femmes et en sensibilisant mieux l'opinion publique à leurs droits. Cette Initiative s'est concentrée sur les pays suivants : Afrique du Sud, Albanie, Bénin, Guatemala, Lesotho, Madagascar, Mozambique, Namibie, Rwanda et Swaziland.

Ses réalisations les plus importantes ont été notamment les suivantes : soutien à la rédaction et à l'adoption de la législation concernant le harcèlement sexuel au Bénin et mise en place d'une législation contre la traite des êtres humains au Mozambique, élaboration d'un programme de niveau maîtrise sur la distinction homme-femme et le droit au Guatemala, formation de magistrats et défendeurs publics au Guatemala, campagne de sensibilisation du public au Code de la famille au Bénin, rédaction et adoption d'une nouvelle loi sur la violence domestique en Albanie et intégration d'un programme de cours sur la violence de caractère sexuel dans la formation des juges et procureurs albanais, élaboration d'un manuel judiciaire donnant des orientations aux juges et personnels de tribunaux sur la façon de traiter les actes de violence liés au sexe et campagne nationale destinée à mieux sensibiliser le public aux droits des femmes et à obtenir son soutien.

Émancipation économique

20. L'émancipation des femmes sur le plan économique peut permettre à des familles et des communautés entières de sortir de la pauvreté. Dans les pays pauvres, les femmes sont plus enclines que les hommes à consacrer leurs revenus à l'alimentation, l'éducation et les soins de santé pour leurs enfants; ainsi, l'investissement en faveur des femmes présente des avantages considérables, positifs et mesurables pour la société. Les États-Unis appuient des projets et programmes qui offrent davantage de possibilités économiques aux femmes, favorisent leur participation réelle au développement économique et permettent de mieux comprendre les entraves liées au sexe à leur participation aux activités économiques. Jusqu'à présent certains des principaux programmes de promotion de la croissance économique des femmes peuvent être classés en quatre catégories principales : développement des petites et moyennes entreprises (PME), inclusion financière et microfinancement, développement de la main-d'œuvre et politique économique et gouvernance.

Développement des petites et moyennes entreprises (PME)

21. De nombreuses microentreprises, en particulier celles appartenant à des femmes, sont confrontées à des obstacles financiers lorsqu'elles souhaitent étendre leurs activités pour se transformer en petites et moyennes entreprises. Le

Gouvernement américain est conscient de ces obstacles et il apporte son aide notamment par l'intermédiaire de la Development Credit Authority (DCA) pour encourager des prêts à des secteurs solvables mais mal desservis. Les garanties de crédit sont un outil puissant pour atteindre les objectifs du développement car elles mobilisent le capital local, atténuent les risques et peuvent susciter la concurrence lorsque les banques se rendent compte qu'il s'agit de clients solvables. Depuis la création de la DCA en 1999, l'USAID a mobilisé 1,8 milliard de dollars pour des crédits au secteur privé avec 239 garanties – dont 32 % destinées à des PME. Les nouvelles garanties de prêt de la DCA en Éthiopie et au Kenya se concentrent sur les PME entre les mains de femmes.

> *Étude de cas* : Le manque de garantie est un symptôme qui touche la plupart des petites et moyennes entreprises, mais il est encore plus grave pour les femmes en raison de normes culturelles et sociales qui les découragent de devenir propriétaires. C'est l'un des facteurs les plus marquants qui empêchent les PME appartenant à des femmes d'avoir accès au financement de banques commerciales. Afin de remédier à cette situation et d'obtenir que les banques commerciales accordent plus facilement un financement à des femmes entrepreneurs, en collaboration avec la Banque d'Abyssinie, USAID/Éthiopie a souscrit une garantie pour un portefeuille de prêt s'élevant à 4,28 millions de dollars. Ceci réduit les obligations en matière de garantie et favorise des prêts consentis exclusivement à des PME appartenant à des femmes. Cette garantie aidera ces PME privées enregistrées légalement dans les secteurs de la fabrication, des services, du commerce et de l'agriculture qui sont en majorité gérées par des femmes et leur appartiennent. USAID/Éthiopie associera la garantie de la DCA à une assistance technique pour aider ces PME à tirer un meilleur parti de la garantie. L'assistance prévue comprend des activités de formation pour améliorer les compétences en matière de gestion et de planification stratégique, des services de conseil dans le domaine commercial, y compris des études de faisabilité et des analyses de marché, et l'établissement de liens entre les marchés locaux et internationaux. USAID/Éthiopie espère utiliser cette garantie pour sensibiliser l'opinion publique au rôle des femmes dans l'économie. En garantissant des prêts, USAID/Éthiopie pourra à la longue prouver à la communauté bancaire que les PME dont des femmes sont propriétaires sont un secteur viable et rentable.

Inclusion financière et microfinancement

22. Les économies financièrement inclusives sont celles dans lesquelles tout le monde a accès à un large éventail de services et produits financiers abordables et fournis de manière pratique. Le soutien au microfinancement et au développement des entreprises est la pierre angulaire de l'aide étrangère des États-Unis depuis plus de 25 ans. Donateur bilatéral le plus important dans le domaine de la microentreprise, l'Agence USAID fournit annuellement plus de 200 millions de dollars pour des programmes qui créent des services importants, efficaces et durables de microentreprise à l'intention des pauvres, dans le but de réduire la

pauvreté et de promouvoir la croissance économique. Chaque année, l'USAID soutient des programmes de développement de microentreprises dans plus de 70 pays du monde entier; ils sont mis en œuvre par l'intermédiaire de centaines de partenaires, afin que plus de six millions de ménages et de microentrepreneurs – dont près des deux tiers dont des femmes – puissent intervenir sur les marchés. Ainsi, en Afghanistan, l'USAID donne aux femmes les moyens dont elles ont besoin pour démarrer une microentreprise ou amener une affaire qui existe déjà au stade de développement suivant. Depuis septembre 2009, l'USAID a fourni plus de 108 000 prêts de micro financement à des femmes afghanes dans le cadre de son Programme d'aide à l'agriculture, à l'investissement rural et au renforcement des entreprises. Ce programme a également offert une formation à 4 300 femmes entrepreneurs au cours des deux dernières années. De plus, le Département d'État a assuré le financement des programmes MENA-OCDE (Moyen-Orient/ Afrique du Nord – Organisation pour la coopération et le développement économiques) en mettant plus particulièrement l'accent sur les femmes et les jeunes afin d'améliorer concrètement le climat de l'investissement et de leur offrir des opportunités plus nombreuses dans la région concernée. S'agissant du Programme multilatéral Pathways to Prosperity in the Americas, en octobre 2009, les États-Unis ont parrainé une conférence pour les femmes entrepreneurs qui a lancé un réseau régional de parrainage d'entreprises appartenant à des femmes.

Développement de la main-d'œuvre :

23. Les femmes sont des moteurs de l'économie. Elles contribuent à la croissance économique en général en qualité de cultivatrices, de travailleuses, de dirigeantes de petites entreprises, de directrices générales, de membres de conseils de sociétés et de décideurs dans les secteurs économique et financier. Cependant, leurs contributions ne sont pas appréciées à leur juste valeur et l'influence positive qu'elles peuvent avoir sur la croissance économique est nettement sous-estimée. Les femmes ont besoin de formation en matière de compétences, d'établissement de contacts, d'accès à l'information et d'assistance dans les domaines de l'innovation et des technologies afin de pouvoir s'appuyer sur ces nouveaux outils pour assurer leur propre croissance économique. Au Liban, l'aide fournie par le Gouvernement américain a favorisé l'emploi et augmenté les revenus des femmes rurales grâce aux compétences qu'elles ont acquises et aux ressources, équipements et information qu'elles ont reçus et à leur intégration dans des activités économiques dans le secteur agro-industriel et le tourisme rural. Grâce à l'USAID, plus de 2 600 femmes salvadoriennes ont bénéficié d'une formation dans le domaine de l'agriculture pour accroître leur efficacité et assurer leur sécurité professionnelle; 850 femmes ont reçu un appui dans le domaine du commerce et de l'investissement pour profiter des possibilités offertes par l'Accord de libre échange entre la République dominicaine et l'Amérique centrale; 2 155 femmes ont reçu une formation en gestion des ressources naturelles et conservation de la biodiversité.

Étude de cas : Le Ministère du travail des États-Unis (USDOL) a financé le Comité international de secours, ou International Rescue Committee (IRC), pour qu'il mette en œuvre le projet triennal de formation professionnelle d'Afghans vulnérables. Ce projet a pour but d'améliorer la situation économique et sociale des groupes vulnérables tels que veuves, orphelins et jeunes en danger en leur donnant une formation professionnelle axée sur l'acquisition de compétences et sur les microentreprises répondant aux besoins du marché et susceptibles de générer des emplois salariés ou indépendants à long terme. Au stade de la planification, les femmes défavorisées (en particulier des veuves afghanes) ont été définies comme groupe cible afin de garantir que le projet répondrait à leurs besoins. Selon l'évaluation finale indépendante de ce projet, il a eu « un profond impact sur les femmes ». Cette évaluation a permis de relever que beaucoup des composantes de ce projet avaient contribué à l'émancipation sociale et économique des femmes, notamment établissement de liens entre des femmes sélectionnées diplômées en formation souhaitant lancer une petite entreprise et un mécanisme local de microfinancement, soutien à des femmes micro-entrepreneurs dans des projets commerciaux culturellement admis, formation de femmes à des métiers traditionnellement exercés par des hommes, y compris un pourcentage élevé de femmes (35 %) parmi les formateurs.

Suite à ce projet, plus de 3 000 personnes (33 % de femmes et 14 % de veuves) ont bénéficié d'une formation professionnelle et dans le domaine de la microentreprise, et environ 75 % d'entre elles ont réussi à obtenir des emplois de longue durée ou à créer leur propre microentreprise. Outre la formation dans l'acquisition de ces connaissances, le projet a dispensé une formation en microentreprise à plus de 1 300 personnes ayant des qualités prometteuses d'entreprenariat (au cours de la dernière année de réalisation du projet, 82 % d'entre elles étaient des femmes) et une formation d'apprentissage fonctionnel d'alphabétisme et de calcul à 2 122 personnes (dont environ 42 % de femmes) qui avaient reçu une formation en matière de compétences. Le revenu mensuel moyen des stagiaires a considérablement augmenté après la formation. L'évaluation a relevé que le projet « avait eu une forte influence sur les bénéficiaires du groupe cible et leurs familles ».

Politique économique et gouvernance

24. Les États-Unis s'efforcent de déterminer les difficultés juridiques et institutionnelles des femmes entrepreneurs et de leur donner une assistance technique pour surmonter les obstacles liés au sexe dans leurs entreprises. Une méthodologie quantitative et qualitative a été mise au point pour évaluer les dimensions juridiques, politiques, institutionnelles et sociétales des milieux des entreprises et du commerce d'un pays partenaire. Elle se fonde sur un examen des institutions et des acteurs concernés par le commerce – depuis les services et fonctionnaires de l'État à un niveau élevé jusqu'aux micro, petites et moyennes entreprises. Jusqu'à présent, cette méthodologie a été appliquée avec succès dans

plus de 30 pays et elle a maintenant été adaptée pour tenir compte du rôle des femmes dans le développement économique. Grâce à cet outil d'évaluation appelé GenderCLIR, le Gouvernement américain peut faire une évaluation de l'environnement commercial par rapport à l'égalité des sexes en analysant sept domaines prioritaires : coutumes sociales et rôle des femmes dans la société, secteur privé, travail, crédit, propriété, commerce et justice commerciale. Dans la République-unie de Tanzanie par exemple, l'USAID aide à mettre en place un système de prêt sécurisé fondé sur les biens meubles et intangibles. Bien souvent les femmes n'ont pas légalement le droit d'utiliser les terres ou bâtiments qu'elles possèdent comme garantie, mais elles peuvent utiliser leurs biens meubles, générateurs de revenus, pour obtenir des prêts. Le nouveau système leur permettra d'avoir plus facilement accès au crédit.

> *Étude de cas* : Compte tenu des critères proposés pour un projet de développement rural au Nicaragua, les possibilités de participation des femmes étaient limitées du fait que des critères présumés « neutres par rapport au sexe » se rapportaient à la superficie des terres, au nombre de vaches, de ruches ou autres biens et aux sources de revenu primaires. Les femmes qui voulaient participer auraient été exclues parce qu'elles étaient dans l'impossibilité de satisfaire à ces critères. Une analyse de l'égalité entre les sexes effectuée par la Millenium Challenge Corporation a débouché sur une approche nouvelle, plus souple et plus créative. Ainsi, pour arriver au nombre minimum de vaches requis pour exercer une activité de production laitière, le projet a permis aux membres de la famille de prêter des vaches. Les femmes producteurs n'ayant pas de droits de propriété foncière pouvaient participer au projet si elles étaient en mesure de présenter des documents confirmant qu'elles avaient le droit d'utiliser ces vaches. Des ateliers et une assistance technique dans le domaine du développement d'entreprises ont été organisés à l'intention des femmes comme des hommes, qu'ils soient ou non propriétaires terriens. Suite à ce changement, la participation des femmes à plusieurs aspects du programme a augmenté, souvent de manière spectaculaire. Ainsi, à certains endroits, la participation des femmes au projet d'élevage a augmenté de 8 à 22 %.

25. Les programmes économiques s'adressant aux femmes dans ces domaines sont encore plus essentiels en période de crise économique mondiale. Dans les pays en développement, les femmes risquent de supporter une part disproportionnée de la charge lors d'une crise économique. Selon le Programme des Nations Unies pour le développement, les femmes constituent la majorité des pauvres du monde. Elles produisent plus de la moitié des denrées alimentaires du monde et elles sont économiquement actives. Néanmoins, 60 % ou davantage des femmes économiquement actives dans le monde sont employées sur le marché informel et, bien souvent, leur contribution n'est pas reconnue à sa juste valeur. Les États-Unis sont déterminés à donner aux femmes leur émancipation économique car elles peuvent jouer un rôle capital dans la reconstruction et la croissance de l'économie mondiale.

Autonomisation juridique

26. Une transformation ne peut s'opérer qu'avec la participation active des femmes sur un pied d'égalité. La règle du droit et l'accès des femmes et des hommes à la justice sont indispensables à une croissance économique soutenue, à un développement durable et à l'éradication de la pauvreté et de la faim. Malheureusement, des obstacles juridiques et coutumiers empêchent bien souvent les femmes d'exercer pleinement leurs droits et de bénéficier d'une protection juridique.

27. Les restrictions de caractère juridique et coutumier imposées à la possession de terres et de biens par les femmes continuent aussi à faire obstacle à leur possibilité d'acquérir des biens productifs et à être moins vulnérables en cas de crise familiale ou lorsque surgit une autre calamité. Au Rwanda, l'USAID a encouragé une politique foncière plus équitable sur le plan de l'égalité des sexes pour améliorer la loi elle-même et former les parlementaires à son interprétation et son application. Ceci a été particulièrement important pendant la période de reconstruction du pays du fait que le Gouvernement a donné accès à la terre aux femmes déplacées, veuves ou autrement touchées par le conflit. Cette activité associe le renforcement des droits des femmes à la terre pour promouvoir la croissance économique et le renforcement de la législation pour promouvoir des lois foncières et autres plus favorables aux droits et aux besoins des femmes. Dans le cadre de projets fonciers financés par la Millenium Challenge Corporation, les femmes ont des titres de propriété sur plus de 50 % des parcelles au Nicaragua et sur 40 % au Ghana. Reconnaissant que les femmes n'auront probablement pas de contrôle sur l'irrigation des terres et le droit de les léguer à leurs familles, le Pacte malien prévoit que 10 % des terres nouvellement irriguées seront réservées pour être attribuées en titre à des groupements de femmes pour des cultures maraîchères. Ceci donne aux femmes la garantie qu'elles pourront exercer un contrôle sur ce bien important et sur les revenus qu'elles tirent des produits qu'elles cultivent.

28. Les États-Unis aident les pays à surmonter les obstacles à la participation des femmes dans le secteur formel de l'emploi, encouragent les efforts pour faire respecter les lois et les règlements qui protègent les droits des femmes sur leur lieu de travail, veillent à ce qu'elles aient accès aux services financiers tels que le crédit et l'épargne, améliorent la nature de leur travail et leurs conditions de travail, leur fournissent des moyens de protection adéquats lorsqu'elles quittent le marché du travail et s'efforcent de leur permettre d'avoir accès à la terre. Les États-Unis s'attachent à sensibiliser l'opinion publique aux droits juridiques des femmes et encouragent l'appropriation des réformes dans ce secteur à l'échelon local en renforçant la défense de ces droits par l'intermédiaire des organisations de la société civile du pays hôte et des services législatifs et judiciaires du gouvernement. En ce qui concerne les traités juridiquement contraignants qui aident à autonomiser les femmes, les États-Unis ont signé la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et l'Administration considère que la ratification de ladite Convention est prioritaire.

Étude de cas : En Colombie, la campagne menée par la société civile, « Más Mujeres, Más Política » (Plus de femmes. Plus de politique) visait à accroître la participation des femmes dans le secteur public. Cette campagne a élaboré un projet de loi pour garantir la représentation des femmes dans les scrutins des partis aux niveaux national, départemental et municipal. De plus, l'USAID a formé plus de 3 000 femmes dans des domaines relatifs aux partis politiques, y compris leur gestion et leurs opérations.

Étude de cas : En Jordanie, en étroite collaboration avec l'Institut judiciaire et le Ministère de la justice pour la révision du programme et des critères d'admissions, l'USAID a contribué à augmenter le nombre d'étudiantes dans le Programme pour le diplôme judiciaire de 4,4 % pendant la période 1990 – 2004 à 46 % entre 2006 et 2008, et ainsi à accroître le nombre de femmes juges. Par ailleurs, l'USAID a soutenu le Fonds pour les juges qui offre deux cents bourses d'études à des étudiants en droit, plus de 50 % étant attribuées à des filles.

Étude de cas : La Millenium Challenge Corporation a collaboré avec le Gouvernement du Lesotho pour veiller à ce que l'égalité des sexes au niveau des droits économiques soit juridiquement garantie avant de signer son Pacte. Avant la loi de décembre 2006 sur la capacité juridique des personnes mariées, les femmes mariées au Lesotho étaient juridiquement considérées comme mineures, ce qui limitait leurs droits politiques, économiques et sociaux. A cette époque, elles ne pouvaient signer de contrat ni faire de dettes, enregistrer des biens meubles en leur nom, ni acheter, vendre ou utiliser des biens meubles comme garantie de prêt sans l'autorisation expresse de leurs époux ou d'autres parents de sexe masculin.

Afin de garantir que ces nouveaux droits seraient une réalité, la MCC a demandé que le Gouvernement lesothan identifie et modifie les autres lois de façon à les harmoniser avec la loi sur la capacité juridique des personnes mariées. De plus, un projet de 1 million de dollars sur l'égalité des sexes est mis en œuvre dans le cadre du Pacte. Ce projet assure une formation sur les nouvelles lois à l'intention des services gouvernementaux, notamment le service judiciaire civil et coutumier, et d'autres institutions telles que des églises et le secteur bancaire. Il y a aussi un projet national de sensibilisation organisé à l'intention de la société et des institutions rurales, notamment les chefs et conseils communautaires, pour plaider en faveur de l'égalité entre les sexes et enseigner les avantages qu'elle offre pour le développement du peuple Basotho. Un membre d'un de ces conseils a déclaré avoir vu des couples mariés dont les membres faisaient des plans ensemble, communiquaient et échangeaient sérieusement leurs points de vue et il a dit que c'était un progrès.

Santé

29. L'égalité entre les sexes joue un rôle intégral et explicite dans la conception de nombreux programmes de l'USAID. Étant donné le rôle que jouent les femmes pour élever les enfants, donner et chercher des soins et gérer l'eau et la nutrition, les possibilités d'accès qu'elles ont aux connaissances et aux services liés à la santé sont essentielles pour la santé de leurs bébés, de leurs enfants plus âgés et des autres membres de la famille. A long terme, la santé des femmes améliore leur productivité et leur participation sociale et économique et agit aussi comme un facteur multiplicateur positif qui bénéficie au développement social et économique en améliorant la santé des générations futures. En outre, en raison de leur rôle dans la reproduction et des schémas de discrimination à l'égard de leur sexe, les filles et les femmes sont particulièrement vulnérables à une mauvaise santé et comparativement mal desservies par les services de santé. Les besoins particuliers des femmes et des filles font partie intégrante des activités de l'USAID dans le domaine de la santé en général qui comprennent des programmes de planning familial et de santé génésique, de santé maternelle, de lutte contre le VIH-Sida et les maladies infectieuses, pour la survie de l'enfant et la nutrition.

30. Les programmes de planning familial et de santé génésique de l'USAID sont axés sur six domaines prioritaires : sécurité de la contraception, accès à l'échelle de la communauté, opportunité et fréquence des grossesses, méthodes permanentes et de longue durée, intégration du planning familial dans la santé maternelle et infantile, programmes relatifs au VIH-Sida. Les programmes de soins de santé maternelle renforcent les capacités d'assistants qualifiés pour les accouchements et réduisent les principales causes de décès maternels. L'USAID aborde les problèmes d'égalité entre les sexes dans le domaine du VIH/Sida en coordination avec le Plan PEPFAR en assurant une meilleure égalité entre les sexes dans les activités et les services concernant le VIH/Sida, en réduisant les actes de violence et de coercition, en étudiant les normes et comportements des hommes, en améliorant l'accès des femmes à des moyens de revenu et des ressources productives et en leur donnant davantage de droits juridiques et une meilleure protection. Un autre élément central majeur des programmes de l'USAID est l'amélioration de la nutrition chez les femmes et les adolescentes. Il est prouvé en effet que cette amélioration a un effet positif sur la survie et la productivité des femmes et des filles ainsi que sur la survie et la santé de leurs enfants. Les programmes de l'USAID pour la survie des enfants protègent les enfants contre les principales causes de mortalité des nourrissons et des enfants en améliorant la couverture de services tels que ceux d'immunisation, de prévention de la diarrhée, de traitement de la pneumonie et de complément en vitamine A. Dans les endroits où l'analyse de l'égalité entre les sexes fait apparaître une différence dans l'accès aux soins de santé infantile pour les fillettes, les programmes de l'USAID tentent spécifiquement de surmonter ces difficultés liées au sexe. Le Bureau de l'USAID pour la santé dans le monde s'occupe aussi des pratiques traditionnelles d'excision des organes génitaux des filles et des mariages d'enfants. Enfin, les programmes de santé mondiaux de l'Agence portent sur les maladies infectieuses, les différences biologiques entre hommes et femmes pouvant avoir une incidence sur leur vulnérabilité à certaines maladies infectieuses, tandis que les normes, les pratiques culturelles et les comportements liés au sexe peuvent avoir une forte influence sur la prévention des maladies et la demande de soins de même que sur l'accès au traitement.

Étude de cas : Le projet concernant l'égalité entre les sexes du Plan d'urgence du Président pour la lutte contre le VIH/SIDA (PEPFAR) qui a pour but de réduire la vulnérabilité des adolescentes au VIH, connu aussi sous le nom de *Go Girls! Initiative* est mis en œuvre par le Centre pour les programmes de communication de l'Université John Hopkins au Mozambique, au Botswana et au Malawi. Ce projet du Plan PEPFAR a pour but de concevoir, mettre en œuvre et tester des interventions multidimensionnelles afin de réduire la sensibilité des filles à l'infection par le VIH. Les méthodes de programmation de ce projet comprennent des activités menées avec un large éventail de parties prenantes pour répertorier les interventions et identifier les lacunes, l'introduction d'approches innovantes et le renforcement des programmes existants qui portent sur les principaux facteurs responsables de l'épidémie pour les filles vulnérables, la promotion de l'élaboration de programmes intégrés et comportant divers volets en tenant compte des facteurs structurels (par exemple accès à l'éducation, aux services de santé et à des opportunités économiques et la réalisation d'une évaluation rigoureuse.

Étude de cas : Le Bihar est l'un des États les moins développés et les plus peuplés de l'Inde avec une population jeune en plein essor. L'âge moyen du premier mariage est de 15 ans parmi les femmes de 20 à 49 ans, 81 % étant mariées avant l'âge légal de 18 ans. Le taux de prévalence des mesures contraceptives qui est de 34 % correspond à moins des deux tiers de la moyenne nationale (56 %) et il est associé à un taux total de fertilité de 4 enfants par femme, ce qui dépasse largement la moyenne nationale de 2,7. Ce schéma de reproduction – grossesses à la fois prématurées et trop rapprochées – a des effets négatifs sur la santé et la condition générale des femmes, la survie et le développement des enfants et la sécurité économique des familles.

L'étude ORS (Operations Research Study) est le fruit d'une collaboration entre l'USAID et le Projet communautaire de changement des comportements en général (PRACHAR), mis en œuvre par Pathfinder International et le Gouvernement indien, avec un financement de la Fondation Packard et le Fonds des Nations Unies pour la population. Cette étude a pour but de mettre au point une stratégie multisectorielle, améliorée et axée sur la condition féminine conforme au modèle très réussi du projet PRACHAR et d'évaluer l'impact de ses résultats sur le planning familial et la santé génésique ainsi que sur l'égalité entre les sexes. La population concernée par l'étude ORS est d'environ 10 000 adolescents et 20 000 parents et dirigeants communautaires.

Éducation

31. L'éducation est une priorité du Gouvernement américain qui met plus particulièrement l'accent sur l'amélioration des opportunités offertes aux filles, aux femmes et autres groupes défavorisés et mal desservis. Au cours de l'exercice 2009, près de 24 millions de filles ont bénéficié des programmes du Gouvernement

américain dans l'enseignement primaire et secondaire. Le Président Obama a affirmé en juin 2009 qu'il était convaincu qu'une femme à qui l'accès à l'éducation était refusé, était aussi privée de l'égalité.

32. Le Gouvernement américain aide les pays en développement à améliorer l'accès à l'éducation et sa qualité, y compris dans les pays vulnérables, touchés par des conflits ou des crises. L'USAID renforce les capacités des pays, construit des écoles, forme des enseignants et des administrateurs, améliore les programmes scolaires, fait participer la communauté et aide les filles et autres groupes marginalisés à aller à l'école. Une éducation élémentaire de qualité jette les bases de possibilités plus nombreuses d'éducation, d'emploi et de participation civique. Le Gouvernement américain s'attache à coordonner son assistance avec chaque sous-secteur : enseignement élémentaire et supérieur et développement de la main-d'œuvre

33. Dans le domaine de l'éducation, les inégalités entre les sexes varient selon les pays et les régions et elles doivent être abordées sur la base d'approches spécifiques à chaque pays et à sa situation. Les programmes de l'USAID dans ce domaine prennent en considération la dynamique des sexes, les inégalités entre eux et leurs rôles respectifs lors de la conception, de la mise en œuvre et de l'évaluation des programmes. Les activités spécifiques que soutient l'Agence pour améliorer l'accès à l'éducation et créer des environnements plus équitables d'apprentissage pour tous les étudiants comprennent notamment la fourniture de bourses et un système de supervision pour les filles, la mise au point de programmes d'études objectifs, la formation des enseignants pour qu'ils traitent équitablement les garçons et les filles et une collaboration avec les dirigeants communautaires afin de mobiliser un soutien en faveur de l'éducation des filles au niveau local.

34. Par l'intermédiaire de l'Agence américaine pour le développement international (USAID), le Gouvernement américain continuera à concevoir des programmes d'intervention visant à assurer l'égalité entre les sexes dans le domaine de l'éducation. Au Bangladesh, l'USAID apporte son appui au programme télévisuel *Sesame Street* pour élargir la conception du rôle des hommes et des femmes afin d'étendre la gamme des opportunités futures pour les filles et les garçons. Ce programme d'éducation préscolaire touche plus de neuf millions de téléspectateurs par semaine et comprend des épisodes qui mettent en lumière les compétences et les réussites de femmes en qualité d'ingénieurs, médecins, pilotes et écrivains; ils montrent aussi des hommes qui occupent des emplois traditionnellement réservés aux femmes. En Jordanie, pour tenter d'aider les femmes et les filles à poursuivre des carrières dans les technologies de l'information et de la communication, l'USAID soutient un partenariat public- privé entre le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, Cisco Systems et le Gouvernement jordanien. Au Nicaragua, le programme d'éducation de l'USAID offre aux filles et aux garçons l'occasion de participer aux cours sur un pied d'égalité dans le cadre de groupes mixtes et en leur donnant des rôles de chefs de file dans chaque groupe.

Étude de cas : Au Salvador, dans le programme financé par la Millenium Challenge Corporation, un diagnostic de l'égalité entre les sexes évaluant les besoins des jeunes gens et des jeunes filles dans le domaine de l'éducation a amené à modifier les programmes scolaires de même que les programmes de formation professionnelle tant formels qu'informels. Les changements apportés ont facilité la participation des filles, des mères célibataires et autres femmes dans des domaines traditionnels et dans d'autres qui ne le sont pas. Ces modifications ont suscité beaucoup plus d'intérêt que prévu au niveau de l'inscription et de la participation à ces programmes – en particulier parmi les groupes mal desservis. Près de 60 % des participants aux programmes de formation professionnelle sont actuellement des jeunes femmes.

Étude de cas : Le Programme pour la sécurité dans les écoles était un projet de cinq ans financé par l'Agence USAID; il avait pour objectif de réduire la violence à l'école liée au sexe afin d'améliorer les résultats scolaires et de faire baisser ses répercussions négatives sur la santé dans 40 communautés au Ghana et autant au Malawi, en mettant l'accent sur les élèves des niveaux supérieurs du primaire et inférieurs du secondaire, dans la tranche d'âge comprise entre 10 et 14 ans. L'approche globale de ce problème a consisté à faire intervenir des enseignants, des parents, des élèves, des membres de la communauté et d'organisations locales à but non lucratif d'une part et des fonctionnaires publics des secteurs de l'éducation, de la santé, des services sociaux et de la sécurité d'autre part. Des codes de conduite, y compris des normes concernant l'éthique, le rôle et les responsabilités des enseignants vis-à-vis des élèves et des systèmes de présentation de rapports sur les cas de violation du code ont été élaborés en collaboration avec les ministères de l'éducation et les syndicats d'enseignants. Les communautés ont participé à la recherche de moyens de prévention de la violence et de réaction à celle-ci : a) en réduisant le travail des enfants, les châtiments corporels, les relations sexuelles entre enseignants et élèves et le harcèlement sexuel; b) en installant des toilettes privées, propres et sécurisées dans les écoles et en traçant des parcours sûrs pour aller à l'école et en revenir. L'un des résultats les plus importants de ce programme a été une plus grande sensibilisation des enseignants aux cas de harcèlement sexuel des filles et des garçons en milieu scolaire, les enseignants apprenant aussi comment signaler la violence de caractère sexuel à l'école. De plus, leur attitude par rapport à l'acceptabilité de la violence physique a changé et les élèves sont plus sûrs maintenant d'avoir le droit de ne pas être blessés ou maltraités.

Étude de cas : Au cours des 15 dernières années, le Ministère du travail États-Unis a financé 235 projets représentant un montant total de 677,8 millions de dollars pour lutter contre le travail des enfants dans plus de 75 pays, le résultat étant que 1,3 million d'enfants ont pu échapper à l'exploitation ou quitter des conditions de travail les exploitant dans des secteurs tels que l'agriculture commerciale, l'extraction minière et la fabrication à petite échelle de même que le travail domestique, le travail forcé et la traite. Ces projets ont permis de donner aux filles appartenant aux groupes les plus défavorisés l'occasion de bénéficier d'une éducation et d'autres soutiens sociaux qui les aideront à transformer leur avenir. Ainsi, en Équateur, le Ministère finance un projet d'une durée de 4 ans et d'un montant de 4 millions de dollars pour lutter contre le travail des enfants autochtones. Ce projet a mis au point une approche participative qui offre des programmes d'éducation accélérée et postscolaire à des enfants qui travaillent ou à ceux qui risquent de devoir travailler; il offre une formation aux enseignants pour améliorer leurs compétences; il sensibilise les parents et les membres des communautés au travail des enfants et encourage la participation des communautés à la conception et à la mise en œuvre des programmes. En Colombie, le Ministère finance un projet d'une durée de 39 mois et d'un montant de 5 millions de dollars qui utilise un programme d'éducation postscolaire innovant, *Espacios para Crecer* (Des lieux pour grandir), pour sortir 10 200 enfants des conditions de travail les pires qui soient imposées à des enfants et les en protéger. L'année dernière, la Banque interaméricaine de développement et l'UNESCO ont sélectionné le projet *Espacios para Crecer* comme un exemple de meilleures pratiques dans des programmes destinés aux jeunes. Cette initiative, qui se fonde sur un modèle mis au point à l'origine en République dominicaine par DevTechSystems, Inc., est réalisée par une association dirigée par Partners of the Americas.

D. Bonnes pratiques, recommandations concernant les politiques et défis

35. Les États-Unis maintiennent leur engagement aux principes de l'efficacité de l'aide qui constituent la base de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide et du Programme d'action d'Accra. En d'autres termes, les États-Unis sont convaincus de la nécessité de projets de développement réalisés à la demande des pays qui, eux, doivent se les approprier, de partenariats efficaces pour le développement et de l'évaluation des résultats des programmes de développement. Un véritable partenariat avec le gouvernement, la société civile et les organes législatifs du pays hôte est un élément essentiel pour assurer la durabilité des avantages du développement à long terme. Les États-Unis ont naturellement certaines priorités en matière de développement et ils sont parfaitement conscients que, si les pays hôtes ne sont pas d'accord, les programmes seront probablement voués à l'échec. De plus, le Gouvernement américain recherche activement la possibilité de conclure des partenariats avec des institutions multilatérales, des organisations non gouvernementales, des institutions privées et autres donateurs afin de tirer le maximum des bénéfices et de l'efficacité des dollars versés au titre de l'aide.

L'établissement de partenariats avec des organisations ayant des capacités et des compétences techniques dans des domaines sélectionnés est une excellente façon de se partager le travail, d'assurer la coordination et d'éviter le chevauchement des efforts. Enfin, le Gouvernement américain souscrit au principe de la responsabilisation mutuelle pour obtenir des résultats tangibles.

36. Sur la base de l'expérience qu'ils ont acquise en matière d'élaboration de programmes dans le monde entier, les États-Unis ont appris qu'il est important d'intégrer un élément d'égalité entre les sexes dans tous les aspects de leur travail de développement. Des questions aussi complexes et importantes que l'émancipation des femmes et l'égalité des sexes ne peuvent être traitées indépendamment; des progrès ne peuvent être accomplis en effet que si elles sont abordées sur plusieurs fronts à la fois et si les questions d'égalité entre les sexes restent au premier plan de tous les aspects des politiques et pratiques de développement. Le succès ne sera garanti que si cette question est traitée à la fois à un macro niveau (par exemple celui de la législation nationale sur les droits des femmes) et à un micro niveau (par exemple éducation des populations locales au sujet des avantages que présente l'égalité des sexes).

37. De même, le Gouvernement américain a appris que des politiques apparemment neutres sur le plan du genre peuvent être discriminatoires dans la pratique, du fait qu'elles risquent de perpétuer les disparités existantes entre les sexes au lieu de les améliorer. Des critères aveugles à la distinction homme-femme risquent de ne pas tenir compte des conditions souvent différentes et inégales des femmes dans les sociétés en développement. C'est justement à cause de ces leçons qu'il a apprises que le Gouvernement américain reconnaît que la participation des femmes dans tout le processus de développement est essentielle, depuis la phase initiale de la planification jusqu'à celle de la mise en œuvre en passant par le suivi, l'évaluation et les enseignements tirés des résultats.

38. Par ailleurs, dans des pays frappés par des conflits et en situation postconflictuelle, les femmes ont besoin d'une attention particulière de la part de la communauté mondiale. Tout contribue à mettre en évidence le fait que ces femmes se trouvent souvent dans les situations les plus précaires qui soient sur le plan de la violence de caractère sexuel et de la descente à l'enfer de la misère. Pour faire avancer l'émancipation des femmes, il est absolument indispensable d'assurer leur protection dans les pays victimes d'un conflit et après la fin de celui-ci.

E. Conclusions et perspectives d'avenir

39. Il ne reste que 5 ans avant la date butoir de 2015 pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement et les États-Unis restent déterminés à soutenir les avantages du développement et à se concentrer sur l'innovation qui, à leur avis, est un moyen clé pour accélérer les progrès afin d'atteindre ces objectifs. Le jalon de 2015 sera une occasion de célébrer ce qui aura été accompli et de voir ce qu'il reste encore à faire. L'égalité entre les sexes est un thème intersectoriel d'importance critique dans les projets lancés par les États-Unis pour atteindre les objectifs du développement, y compris les nouvelles initiatives présidentielles dans les domaines de la santé globale et de la sécurité alimentaire, parce que les femmes jouent un rôle central pour obtenir des résultats de développement durables. Le Gouvernement américain a intégré les préoccupations relatives à l'égalité entre les

sexes dans toutes ses activités de développement, et il continuera à le faire, dans des domaines tels que la violence de caractère sexuel, l'émancipation économique, l'autonomisation juridique et le leadership des femmes, la santé et l'éducation. Les États-Unis sont convaincus que *le développement n'excluant aucun des deux sexes est la voie à suivre – pour les institutions donatrices, les pays en développement, les organisations non gouvernementales et le secteur privé*. La réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2010 rassemblera des dirigeants du monde, des ONG, des capitaines d'industrie et d'autres représentants de la société civile pour qu'ils redoublent d'efforts afin d'accélérer la progression de la réalisation des OMD. Le Gouvernement américain est convaincu qu'il est impératif que la question de l'autonomisation et de l'égalité des femmes reste au premier plan et il attend avec impatience la possibilité de se joindre à d'autres États membres pour poursuivre cette tâche importante.